Var-matin 1.85 (- Note: 128 (- N. 2751) Laroussi Oueslati, victime

UNIVERSITÉ Six mois après le début de « l'affaire » des étudiants chinois et des faux diplômes, le président s'explique. Il ne reconnaît que des « erreurs techniques »

Oui, des erreurs ont été commises dans la composition et le fonctionnement de la commission chargée du recrutement des étudiants étrangers à l'Université du Sud Toulon-Var (USTV).

Le président Laroussi Oueslati le reconnaît et s'apprête à s'expliquer devant ses pairs.

Mais Laroussi Oueslati, « serein », continue à affirmer que rien, dans le rapport définitif de l'enquête administrative remis mardi, « ne permet pas de dire qu'il y a eu des trafics de diplô-

Vous avez pris connaissance du rapport définitif de l'enquête administrative menée par l'Inspection générale de l'administration de l'Education nationale et de la Recherche. Quelles sont les « graves irrégularités » annoncées par la ministre mardi?

« Il ne n'agit que d'anomalies administratives et techniques constatées dans la composition et le fonctionnement de la commission centralisée de validation chargée de recruter les étudiants étrangers. x

Quand et pourquoi a été créée cette

mes fonctions de président en 2007, avec mon équipe, je me suis rendu compte que la politique de relations internationales de l'université était très dispersée. Nous avons

voulu centraliser l'inscription des étudiants étrangers, pour accélérer le traitement des dossiers, mais aussi lutter contre une discrimination évidente, qui se faisait entre les étudiants européens et américains d'un côté, et les étudiants africains ou asiatiques de l'autre. La commission a été mise en œuvre à titre expérimental en 2008. »

Que vous reproche-t-on concrètement?

« Malheureusement, la composition de cette commission et son fonctionnement n'ont pas été impeccables, je suis obligé de le dire. Tout d'abord, elle était présidée par moi-même, alors que le décret de 1985 prévoit qu'elle doit être présidée par un professeur des universités. C'était une erreur, exploitée à mon encontre, Ensuite, officiellement, tous les membres de la commission auraient dû se réunir en même temps dans une salle. Or nous

avions décidé que chacun des membres examinait les dossiers et donnait son avis de manière informelle. Pour ma part, il m'est arrivé de noter mon avis directement sur le dossier. A partir de là, a germé l'idée selon laquelle je traitais seul les dossiers des étrangers et notamment des étudiants

La première affaire est justement partie des étudiants

A Toulon, 138 d'entre eux ne parlaient pas ou peu le français. Ne vous en étiez-vous pas rendu

Si, bien sûr. Mais il faut que chacun assume ses responsabilités. Pour rentrer sur le territoire français, ces étudiants devaient avoir subi un test et passé un entretien avec l'agent consulaire. Des faux ont circulé en Chine. J'ai signalé ces problèmes de niveau de français à la préfecture et au rectorat bien avant que Tristan Lecoq n'alerte

l'ensemble des universités

D'où est partie cette suspicion, qui a entraîné l'ouverture d'une enquête judiciaire (en cours) puis une perquisition à l'université?

« Un conflit opposait le directeur de l'Institut d'administration des entreprises (IAE), son adjoint et un enseignant. C'est ce dernier qui a déposé plainte, prétendant, sans preuve, qu'il y avait un trafic de diplômes avec la complicité d'enseignants

et d'admini-« Rien ne permet de stratifs. Cela a dire qu'il y a eu des déclenché un trafics de diplômes » déferlement médiatico-

universitaire, nourri d'attaques répétées et d'amalgames. Mais il n'y avait qu'un conflit de personnes au sein de l'IAE, sur des prises de responsabilités de diplômes. »

C'est justement à l'IAE qu'étaient inscrits les 138 Chinois ne parlant pas français. Pierre Gensse, le directeur, a déclaré début mai que ces étudiants lui avaient été « imposés » par la commission centralisée.

« Non. Pierre Gensse souhaitait avoir sa propre politique de relations internationales, alors que nous avions décidé de mettre en œuvre une politique d'établissement centralisée. A la rentrée 2008, seuls 20 étudiants avaient été recrutés par l'IAE et 124 par la commission centralisée de validation, dont 99 Chinois. Pierre Gensse considère au'on lui a « imposé » des étudiants, mais ce n'est qu'un écart

sur fond du conflit que j'évoquais tout à l'heure. »

Quelle est la nature de vos rapports avec lui aujourd'hui?

« Ils sont professionnels. Il s'agit de bons rapports, avec une certaine tension, qui j'espère va s'atténuer. »

Avez-vous l'impression qu'on cherche à vous

nuire?

« Je me demande si je ne suis pas victime d'une cabale. Les

soupçons, la délation ne sont pour l'heure basés que sur des allégations sans preuves. A qui profitent ces amalgames? Je m'interroge. Peut-être veut-on mettre à mal une petite université du sud de la France? Ou punir un président atypique, issu de la diversité et acteur politique?»

Avez-vous envisagé de démissionner?

« Non, car ce qui m'anime, c'est le développement de mon université, la passion des projets. Mes collègues m'ont élu en mars 2007 avec 65 % des voix, puis m'ont renouvelé leur confiance un an plus tard avec 75 %, car ils apprécient une vision partagée des projets. Aujourd'hui, je le répète, je suis serein. Je suis désormais en possession de tous les éléments du dossier et je vais pouvoir m'expliquer devant mes pairs, »

Le déferlement médiatico-universitaire aue vous évoauiez a tout de même terni l'image de l'université?

« Pas du tout. Nos effectifs vont augmenter cette année. Je suis content de constater le bon sens des familles, confiantes dans la qualité de nos diplômes et dans les possibilités d'insertion professionnelle que nous proposons, dans une université à taille humaine, où les enseignants sont très proches de leurs étudiants. Là où le mal est fait, c'est dans la communauté chinoise, qui a été stigmatisée. J'en suis peiné, cette année, nous allons perdre des étudiants chinois, c'est dommage.

PROPOS RECUEILLIS PAR A. FUERXER-TEZIER afuerxer-tezier@varmatin.com

1. Dans un courrier daté du 19 mars, l'inspecteur général de l'Education nationale et directeur du Centre international d'études pédagogiques, prévenait : « Des dysfonctionnements ont été constatés lors de sessions du Test de connaissance du français (TCF), organisées dans les centres agréés en Chine. Des fraudes ont pu, de ce fait, avoir



Le président de l'université du Sud Toulon-Var admet que des erreurs ont été commises dans la composition et le fonctionnement de la commis sion chargée du recrutement des étudiants étrangers. Mais Laroussi Oueslati, « serein », continue à affirmer que rien, dans le rapport définitif de l'enquête administrative remis mardi, « ne permet pas de dire qu'il y a eu des trafics de diplômes ».

(Photo doc Olivier Pastor)